

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Guéneau
- **Prénom**
Camille
- **Adresse**
1 Rue Edmond Michelet, 67000 Strasbourg
- **Raison sociale**
Groupe Europe des élèves administrateurs territoriaux de l'Institut National des Etudes Territoriales (INET)

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Consultation citoyenne européenne
- **Description de l'activité**

La thématique générale de la consultation était "l'Europe au quotidien". Monsieur Hervé Moritz, président de l'association Les Jeunes européens a introduit brièvement la séance en rappelant le dispositif.

Les participants se sont vus ensuite proposer une liste de sous-thématiques associées et étaient invités à en proposer d'autres. Ont ainsi été ajoutées: la communication sur les actions de l'Union européenne, l'emploi, la jeunesse, la sécurité intérieure et la culture.

La liste étant fixée, les participants ont voté pour choisir les thématiques sur lesquelles ils souhaitent échanger en ateliers. Quatre ateliers ont ainsi été formés :

Frontières, immigration et sécurité intérieure ;

Culture ;

Démocratie, droits de l'homme et communication sur les actions de l'UE ;

Fiscalité et emploi.

La répartition des participants au sein des ateliers était libre. L'atelier fiscalité et emploi n'a finalement pas eu lieu, les participants ayant privilégié naturellement les trois autres thématiques. Les échanges en ateliers ont duré 40 minutes dont 20 minutes tournées vers la formulation de propositions.

Puis un temps de restitution d'une durée de 30 minutes a permis à chaque atelier de résumer les échanges et les propositions. Selon la méthode du débat mouvant, l'ensemble des participants ont pu se positionner sur les propositions formulées et un

certain nombre d'entre elles ont ainsi été approuvées.

A l'issue de la consultation, un apéritif était offert et les échanges se sont poursuivis de manière informelle jusqu'à 21h.

- **Date et heure**
le 19 septembre 2018 à 18h30
- **Lieu**
Maison des syndicats de Strasbourg (1 rue Sédillot - 67000)
- **Nombre de participants**
27
- **Catégories de publics présents**
 - 2 étudiants de Sciences Po Strasbourg (1 femme et 1 homme)
 - 2 lycéens du dispositif Egalité des chances en lien avec l'INET (2 hommes)
 - 4 habitants de Strasbourg de plus de 30 ans (3 femmes et 1 homme)
 - 3 élèves conservatrices de bibliothèque
 - 7 élèves administrateurs territoriaux (3 femmes et 4 hommes)
 - 9 animateurs du groupe Europe de la promotion des élèves administrateurs (8 femmes et 1 homme)
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Hervé Moritz, Président de l'association Les Jeunes européens

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
Trois ateliers de débat se sont tenus pendant quarante minutes :
 - Frontières, immigration et sécurité intérieure : 9 personnes fixes
 - Démocratie, droits de l'homme et communication sur les actions de l'UE : 7 personnes fixes
 - Culture : 7 personnes fixes
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Atelier Frontières, immigration, sécurité intérieure:

Le débat s'est articulé autour de deux questions abordées l'une après l'autre. Tout d'abord, l'Europe peut-elle et doit-elle accueillir des migrants? Le constat, partagé, a fait ressortir que les grandes typologies de migration (économique, réfugiés, réfugiés "climatiques") concernent aujourd'hui principalement les classes moyennes.
→ Doit-on tous les accueillir, y compris les migrants économiques?
La migration est un enjeu fort pour nos sociétés (besoins de main d'œuvre, combattre les clichés), il ne faut pas opposer les pauvretés en tirant vers un discours populiste.
→ Une intégration à l'échelle d'un village n'est-elle pas plus facile pour combattre les clichés au plus près?
Des problèmes de fond sont ressortis à l'instar de la lutte contre les passeurs et le développement des réseaux illégaux, des dispositifs actuels de politique de quotas qui ont montré leurs limites.

A la moitié du temps imparti pour échanger, le débat s'est orienté vers la deuxième question, celle de la sécurité. Le choix a été fait de dissocier sécurité intérieure (préserver l'acquis de Schengen) et la sécurité extérieure.

Sur le premier volet, les participants ont partagé les souhaits de renforcer la lutte contre la grande criminalité (drogue, prostitution, etc), de développer davantage la coopération entre les polices européennes et que l'Union Européenne ait sa propre sécurité. Néanmoins, certains ont exprimé des réticences à une sécurité européenne car la notion même de sécurité touche à la souveraineté étatique, qu'il convient de préserver.

Sur le deuxième volet, tous étaient d'accord pour confirmer une solidarité au sein de l'UE même si chacun s'accorde à dire que seule la France a les moyens de sa propre défense. Toutefois, des clivages forts sont apparus sur les modalités de mise en oeuvre, certains ne souhaitant pas de politique autonome puisque les Etats-Unis protègent déjà l'Europe via l'OTAN.

Atelier Démocratie, droits de l'homme, communication extérieure:

Le débat a été axé dès le départ autour du constat d'un défaut de communication de l'UE sur ses actions. Il a été souligné que les sites institutionnels ne permettaient pas aux citoyens européens d'être informés sur les politiques communautaires.

Une participante a insisté sur la faiblesse du contenu de la page Communication de la Commission européenne.

Aussi, il est apparu nécessaire de sortir du discours technique et de parler de politique au niveau européen. Pour autant, l'idée de créer des listes transnationales n'a pas semblé être la solution à ce problème car trop complexe et présente un risque de déconnexion avec les territoires.

La langue peut apparaître également comme un obstacle.

Quelle visibilité de nos représentants au Parlement européen ? Comment rendent-ils compte ?

L'UE ne peut continuer de compter sur les relais nationaux au regard d'un risque fort d'instrumentalisation comme cela a pu être le cas en France ou au Royaume-Uni. Mais l'échelon national est probablement le bon échelon de communication.

Quid de l'échelon local ? Est-il prêt ?

Atelier Culture:

Le débat a débuté sur l'Erasmus de la culture, une bonne idée pour promouvoir la mobilité et les échanges entre professionnels de la culture de différents pays.

Du point de vue des citoyens, des obstacles apparaissent dans l'accès aux productions audiovisuelles quelque soit son pays. Cela a amené la discussion sur la directive sur le droit d'auteur. Pour certains participants, encadrer trop strictement le droit d'auteur peut entraver l'accès à la culture et la liberté d'expression, tandis que pour d'autres, il est normal que la rémunération des créateurs soit garantie.

La politique européenne de la culture (celle de l'UE mais aussi du Conseil de l'Europe) a été décrite comme peu cohérente, sporadique. Ainsi, les capitales européennes de la culture s'apparentent plus à une publicité pour une ville en particulier, qu'à une mise en lumière des liens entre pays.

Comment promouvoir une culture européenne commune ? L'idée est séduisante, mais le risque est que les questions d'identité, polémiques, prennent le dessus dans le débat public. Le tourisme semble un bon levier de partage, toutefois le tourisme de masse est une menace lourde sur le patrimoine culturel (exemple de Venise).

- **Pistes de proposition formulées**

Atelier Frontières, immigration, sécurité intérieure:

Huit propositions ont été formulées. Les deux premières ont été approuvées par la majorité des participants. Les six dernières n'ont pas été soumises au vote de l'ensemble des participants et ont été élaborées en atelier.

1. Mettre en place un parrainage des nouveaux arrivants par des habitants volontaires, afin d'améliorer la qualité de l'accueil. Pour une majorité de participants, il s'agirait d'un signal positif adressé par la société en direction des étrangers arrivant sur le territoire. Pour d'autres, ce parrainage ferait peser une responsabilité excessive pour un seul citoyen, et on constate que ce sont toujours les mêmes personnes qui se portent volontaires dans ce type d'initiative.

2. Construire une défense européenne intégrée, afin que l'UE dépende moins de l'OTAN dans un contexte de désengagement des Etats-Unis. Selon certains participants toutefois, la coopération est préférable à l'intégration, notamment pour la France dont la défense est puissante et qui doit garder sa souveraineté.

3. Instaurer un accord sur les quotas d'accueil avec une répartition par pays européen, où chacun serait tenu de respecter ses engagements

4. Ré-affirmer l'attachement des européens au principe de la libre circulation, en veillant aux enjeux des frontières extérieures (ex Brexit avec les frontières franco-britanniques)

5. Mettre en place un accompagnement pour "sentir que j'existe" : que les migrants puissent avoir un droit à un toit et à manger (sécurité de l'aide), qu'ils puissent sentir

qu'on ne les oublie pas, les aider à apprendre et à comprendre la langue, la culture et le fonctionnement de la société du pays d'accueil. Le tout pour faire en sorte que le migrant "reste lui-même".

6.Déployer une force européenne à l'étranger

7.Créer de nouvelles armes de défense à utiliser comme force de dissuasion, qui pourraient également permettre des attaques ciblées (micro-ciblage, à l'échelle d'un individu)

8.Promouvoir le dialogue et les discussions à un niveau européen et international.

Atelier Démocratie, droits de l'homme, communication extérieure:

Quatre propositions ont été formulées pour répondre à ce défi de la visibilité des actions communautaires. Elles s'adressent toutes aux institutions européennes. Les deux premières ont été approuvées par les participants à une forte majorité. Les deux dernières n'ont pas été soumises au vote de l'ensemble des participants et ont été élaborées en atelier.

1.Assurer une présence régulière des sujets de politique de l'UE dans les médias et en particulier à la télévision, sur les chaînes qui génèrent le plus d'audimat : il pourrait être légiféré pour créer une obligation de diffusion régulière de contenus à vocation européenne à l'encontre des chaînes publiques. Certains participants ont opposé à cette proposition le principe de liberté de la presse ; c'est pourquoi l'obligation a été réduite in fine aux seules chaînes publiques.

Les participants ont insisté sur la nécessaire régularité de ce rendez-vous avec l'Europe sur le petit écran. Faut-il un Jean-Pierre Pernaut de l'Europe ?

2.Inviter, demander, habituer les députés européens à se faire connaître de leurs électeurs et à leur rendre compte, de manière régulière également, pour établir un lien de proximité qui est aujourd'hui inexistant.

Certes le passage à des listes nationales pour les prochaines élections ne facilitera pas la démarche mais il revient à nos représentants de formuler des propositions en ce sens.

3.Réaliser des efforts d'intelligibilité pour rendre les politiques communautaires appropriables : sortir du discours technique, développer des éléments de langage, repenser les sites institutionnels et la stratégie de communication.

4.Poursuivre l'effort de pédagogie auprès des plus jeunes : quelle histoire commune de l'Europe dans les manuels scolaires ?

Atelier Culture:

Quatre propositions ont été formulées pour promouvoir la culture européenne. Une proposition a été approuvée par les participants, tandis que la seconde a été écartée. Les deux autres propositions n'ont pas été soumises au vote de l'ensemble des participants et ont été élaborées en atelier.

1.Mettre en réseau les capitales européennes de la culture, action assez simple participant d'une politique européenne de la culture plus cohérente. Selon plusieurs participants, elle permettrait de rendre visible ce qui est commun entre ces capitales, de partager les programmations, etc. Une participante a opposé que ce réseau serait artificiel et probablement mort-né.

2.Harmoniser le statut des intermittents au niveau de l'UE, ou adopter un statut commun à tous les pays : cette proposition a été rejetée par une majorité de participants, car la France risquerait d'être perdante dans les négociations (statut très avantageux) et que d'autres harmonisations apparaissent plus prioritaires.

3.Inventer de nouveaux modes de création adaptés à Internet, car le numérique ouvre radicalement le champ des possibles et bouleverse les approches.

4.Adapter certaines scènes nationales en scènes européennes : ce label permettrait de produire et de diffuser une création spécifiquement européenne.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
[Not answered]